

DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil Communautaire du 28 avril 2014 (2^{ème} séance)

Délibération n°COM-2014-04-02/19

OBJET : Création de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T)

L'an deux mille quatorze, le lundi 28 avril, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre, dûment convoqué, s'est réuni, à la salle des délibérations de la Mairie d'Anse-Bertrand sur convocation et sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

Membres en exercice :

36

PRESENTS :

(31)

Mme ALPHONSE Epse TANCONS Louisiane, M. ANZALA Jean, Mme ARMOUGON Betty, M. ARTHEIN Victor, M. BARDAIL Jean, M. BERNARD Jean-Luc, Mme CARDOVILLE Roselyne, M. DARTRON Jean, M. DAULCLE Jacky, DELTA Edouard, M. DONA-ERIE Alfred, M. DULAC Daniel, M. EDWIGE Yorick, M. FRANCFORT Philipson, Mme GUILLAUME Stella, M. HERMIN Georges, Mme JASMIN Victoire, Mme LAUG Caroll, M., Mme LORMEL épse ARPHEXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, Mme MANETTE Sandra, M. MANICOM Grégory, Mme MEKEL Alexina, M. MORNAL Blaise, Mme OUJAGIR Nadia, M. PORLON Pierre, Mme REINE épse RAMPATH Sheila, M. ROUX Harry, Mme SERMANSON Sylvia, M. SIOUMANDAN Rénalt.

Conseillers Absents ayant donné procuration : 3

M. LOMBION Jean-Claude à M FRANCFORT Philipson

M. HUBERT Jean-Marie à M. BERNARD Jean-Luc

Mme MOUNSAMY Fritz à M. SIOUMANDAN Rénalt

Conseiller absent excusé : M. HILL Joseph,

Conseiller absent : MITEL Florent

A été élu secrétaire de séance : M. Harry ROUX



Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU les dispositions de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts modifié par la loi 2013-61 du 18 janvier 2013 relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social ;

VU l'arrêté préfectoral n°2013-037-SG/DiCTAJ/BRA du 30 mai 2013 portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

Considérant que suite au renouvellement général des conseils municipaux, et à l'élection des conseillers communautaires qu'il appartient au Conseil Communautaire de la CANGT de recréer la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT).

Considérant que la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) a pour mission de quantifier les transferts de compétences réalisées, afin de permettre un juste calcul de l'attribution de compensation versée par l'EPCI aux communes membres.

Considérant que l'attribution de compensation a fait l'objet d'une évaluation prévisionnelle des charges transférées qui a été communiquée aux communes membres avant le 15 février 2014 (délibération n° COM 2014-02-02, du 13 février 2014, portant attribution de compensation provisoire).

Considérant que l'évaluation définitive est effectuée dans un délai d'un an à compter de l'adoption de la cotisation foncière des entreprises unique par l'établissement public de coopération intercommunale (délibération n° COM 2014-03-06, du 18 mars 2014, portant lissage et vote de la CFE 2014) et lors de chaque transfert de charges ultérieur.

Considérant que la CLECT est composée de membres représentant chaque ville composant la CANGT à raison d'au moins un (1) représentant par ville

Considérant que la désignation des membres aura lieu en Conseil Communautaire, après recensement des candidatures au sein de chaque ville membre, qu'il s'agisse de conseillers municipaux ou communautaires.

Considérant que pourront participer aux travaux de la CLECT, à titre d'experts, les directeurs généraux des services ou responsables des villes membres

Le Conseil Communautaire ;

OUI l'exposé de la Présidente,

Après en avoir délibéré, et voté à l'unanimité

DECIDE

ARTICLE 1^{er} : De créer la commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges (CLETC).

ARTICLE 2 : De fixer à sept le nombre de membres de cette commission, soit, le Président de la CANGT, Le Vice-président délégué au finances, un représentant de chaque commune membre.

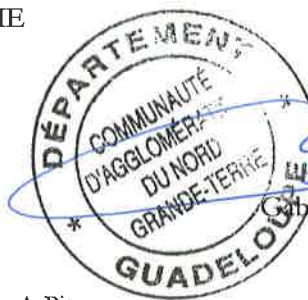
ARTICLE 3 : D'arrêter la désignation des membres en Conseil Communautaire, sur proposition des communes.

ARTICLE 4 : D'autoriser la participation, à titre d'experts, des directeurs généraux des services ou responsables des communes membres.

ARTICLE 5 : Le Président, le Directeur Général des Services, le Comptable Public de la Trésorier de Port-Louis, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME



La Présidente,

Gabrielle LOUIS-CARABIN

- Transmis à la Sous-préfecture de Pointe-à-Pitre
- Notifié aux maires d'Anse-Bertrand, de Port-Louis, de Petit-Canal, du Moule et de Morne-à-L'Eau.
- Notifié au Comptable Public de la Trésorier de Port-Louis

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Basse Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.

